

Gauche

Alternative



Journal d'Ensemble-Isère

ISSN 0998 8467

Sommaire

Contre la peur : la solidarité ! p.1

Après les attentats, renforcer la solidarité, préserver la démocratie p.2

Dossier élections régionales p.3

STMicroelectronics en lutte pour l'emploi p.6

COP 21 : allons-nous vers le déluge ? p.7

Accueil des migrants, droit de vote des résidents étrangers : de reniements à reniements.... P.9

Les irremplaçables p.11

Colombie : quand l'acaparement des terres est source de guerre p.12

Calendrier p.16

Communiqués national d'Ensemble !

I - Contre la peur : la solidarité !

Aujourd'hui, nous sommes dans un moment de deuil.

Les attaques terroristes meurtrières qui ont eu lieu vendredi 13 novembre ont causé de très nombreuses victimes. Elles constituent une tragédie effroyable. Notre compassion et notre solidarité vont à toutes les personnes qui sont touchées par ce drame, aux familles des victimes et à tous leurs proches.

Ces attentats s'inscrivent dans la suite des attaques de janvier dernier contre Charlie Hebdo et l'hypercasher, contre le musée du Bardo ainsi qu'à Sousse en Tunisie. Elles font écho aux tragédies que vit le Moyen-Orient (Liban, Syrie, Irak, Turquie, Palestine...). Les groupes terroristes responsables de ces actes sont inspirés et organisés par Daech. Cette organisation animée par une idéologie totalitaire prétend se revendiquer de la religion pour enclencher une véritable guerre entre les peuples.

Ces groupes politiques fanatisés ont trouvé un terrain favorable pour se développer en Irak et en Syrie, avec la guerre meurtrière menée contre son propre peuple par Bachar El Assad, et par les conséquences terribles de l'intervention américaine en Irak. Ils trouvent un écho parmi des personnes désespérées qui se font embrigader dans une logique mortifère.

Nous sommes face à un défi.

Les réponses ne sont pas à chercher dans une prétendue union nationale, ni dans une surenchère sécuritaire ou dans la remise en cause des libertés publiques. Des mesures sont nécessaires pour assurer la sécurité des populations mais nous nous opposons à l'état d'urgence en ce qu'il empêche les réunions, les rassemblements et les manifestations et permet des atteintes aux libertés individuelles.

Plus que jamais, il faut combattre tous les amalgames, les réactions racistes, islamophobes, et toutes les dénégations complotistes et antisémites que ces actes visent à alimenter.

Nous appelons au soutien des peuples de Syrie, d'Irak, du Liban, de Palestine, de Turquie et du peuple kurde pour la défense de leurs libertés et droits démocratiques.

Ce n'est pas la peur qui doit prévaloir mais la mobilisation citoyenne. Nous appelons à un rassemblement unitaire et populaire pour la solidarité, l'accueil des migrant.e.s et réfugié.e.s, l'égalité, la justice sociale et la démocratie.

14 novembre 2015

Numéro 155

Novembre 2015

Prix libre

II - Après les attentats, renforcer la solidarité, préserver la démocratie.

Plusieurs jours après les attentats du 13 novembre, il est encore difficile de prendre la mesure du choc qui a frappé la société française. Plusieurs milliers de personnes ont eu un-e proche, un-e ami-e, un-e collègue de travail frappé-e par les terroristes. L'ensemble de la population a su faire preuve de solidarité. Les nombreux hommages publics qui ont eu lieu en témoignent. La peur ne doit pas l'emporter. Il faut dans les prochains jours, amplifier les initiatives qui démontrent notre capacité collective à la mobilisation citoyenne, l'expression populaire, à la convivialité et à la solidarité, afin de surmonter cette épreuve.



Des moyens suffisants doivent être mis en œuvre pour arrêter les responsables de ces crimes atroces, protéger les populations et prévenir de nouveaux attentats. Le « pacte de stabilité » qui arrime la France à l'austérité généralisée dans l'Union Européenne ne doit plus être suivi dans cette situation exceptionnelle pour donner place à un « Pacte de solidarité », dégageant les moyens pour renforcer la cohésion sociale, la justice et l'égalité (services publics, collectivités territoriales, prévention, éducation et santé en priorité), et qui ne peut se réduire au seul renforcement des effectifs de personnels de sécurité.

Cela peut et doit se faire dans le cadre de l'État de droit et sans remettre en cause les libertés publiques et la démocratie. Mais la fuite en avant dans l'état d'urgence que François Hollande propose dans son discours au Congrès en le prolongeant pour trois mois est inquiétante. En reprenant les propositions de la droite et de l'extrême droite visant à faciliter les expulsions et la déchéance des binationaux/nales, il stigmatise une partie des citoyen-ne-s françai-se-s, sans répondre au défi auquel nous sommes confronté-e-s.

De même la proposition d'engager dans la précipitation une révision de la Constitution visant à créer un véritable « État d'urgence permanent » constitue une

rupture politique dangereuse. Ce n'est pas d'une refondation sécuritaire et autoritaire de la République en cherchant à s'entendre avec la droite dont nous avons besoin, mais au contraire de la refondation d'une République sociale et démocratique, de la construction d'une démocratie plus forte, qui permette réellement à chacun-e de s'impliquer dans les affaires collectives. Nous avons besoin de plus d'égalité, de justice sociale, de libertés. Il faut préserver le droit de se réunir et de manifester notamment pendant la réunion de la COP 21 et dans le cadre de la solidarité avec les migrant-e-s.

Nous devons renforcer l'aspiration à une société ouverte que l'organisation État Islamique veut détruire. Nous refusons tous les amalgames entre Islam et terrorisme. Nous combattons toutes les provocations et les agressions violentes des groupes d'extrême droite. Contrairement à ce que propose Marine Le Pen, qui en fait des boucs-émissaires, il faut poursuivre l'accueil des réfugié-e-s notamment syrien-ne-s, irakien-ne-s, libyen-ne-s... qui ont été victimes, elles et eux aussi, des violences de milices et de groupes armés terroristes tels que l'organisation de État Islamique – et pour les syrien-ne-s, celles du régime de Bachar El Assad.

Alors que l'organisation État Islamique a multiplié ces dernières semaines les attentats en Égypte, au Liban, en Libye, en Turquie, c'est à l'échelle internationale qu'une issue pourra se dessiner. L'organisation de État Islamique est le produit des guerres qui ravagent le Moyen-Orient depuis plusieurs décennies maintenant, et, en particulier, des conséquences de l'intervention américaine en Irak et de la guerre meurtrière menée contre son propre peuple par Bachar El Assad.



De ce point de vue, la nécessité de la lutte contre l'EI ne peut justifier une alliance avec le dictateur syrien comme le réclament de nombreux responsables politiques français. Bachar El Assad depuis trois ans mène une guerre sans pitié contre son peuple qui a fait plus de 200 000 morts. Bien au contraire c'est la solidarité avec le peuple syrien, qui se bat en même temps contre l'EI et contre Bachar El Assad, qu'il faut renforcer. Comme il faut soutenir le combat mené par les kurdes, à l'encontre de la politique d'Erdogan. Il y a urgence à construire des initiatives internationales, qui permettent

de mettre en échec le projet totalitaire de l'organisation État Islamique, qui imposent un embargo sur le pétrole et les armes qu'il utilise, et qui fassent prévaloir les droits des peuples syriens et irakiens à un régime politique démocratique sous contrôle populaire, et aux droits nationaux du peuple kurde.

C'est la responsabilité des forces de gauche et des forces du mouvement social de contribuer à faire entendre la solidarité entre les peuples contre toutes les barbaries.

Il est nécessaire aujourd'hui d'ouvrir un large débat sur la politique étrangère de la France qui concerne tous les citoyens. La fuite en avant dans une logique de guerre accentuée ne peut permettre de faire émerger des solutions durables. Pas plus que le maintien d'une « bonne

entente » avec les dynasties et dictatures du Moyen-Orient.

Aux agressions meurtrières contre la liberté, il faut opposer très vite une mobilisation, à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, pour faire valoir les exigences de la démocratie, de l'égalité des droits et de la justice sociale à la place de l'austérité, une fraternité universelle, un accueil européen des réfugiés, une humanité solidaire.

Nous souhaitons que, dans la rue, dans les jours qui viennent, cela soit exprimé par la plus large convergence possible.

Le 18 novembre 2015

Élections régionales

I - Ensemble! Rhône-Alpes dans le rassemblement citoyen-écologique-solidaire 2015

UN PROJET REGIONAL PORTEUR D'ALTERNATIVES SOCIALES, ECOLOGISTES ET CITOYENNES A L'AUSTERITE

"La crise sociale se nourrit des politiques d'austérité menées par les différents gouvernements dont le gouvernement actuel ... il est temps que ça change !" (extrait de l'introduction au Projet régional) Les collectifs Ensemble! Rhône-Alpes prennent toute leur place dans la liste de rassemblement 2015. Cette liste est le résultat d'une convergence de gauche alternative "rouge et verte" s'inspirant entre autres de l'expérience grenobloise. Elle est fondée sur un accord politique solide. Nous avons l'ambition d'une dynamique citoyenne capable de battre la droite extrême de Laurent Wauquiez et le FN. Nous avons aussi l'ambition de faire vivre au sein du futur Conseil Régional un groupe politique commun riche de sa diversité et de son lien étroit avec les forces de contestation du capitalisme et de transformation sociale, ces forces qui font bouger la société sur des valeurs émancipatrices : celles du Front de Gauche, de l'écologie politique et du mouvement social et citoyen anti-libéral.

Le projet régional de notre liste articule 3 piliers : "social", "écologique" et "citoyen", comme en attestent les 12 points ci-dessous, extraits de la brochure-programme (100 propositions).

UN RASSEMBLEMENT AUTOUR D'UN PROJET REGIONAL (extraits du programme) :

1. Le Rassemblement citoyen, écologique et solidaire : les nouvelles pratiques politiques en action ! Le Rassemblement se donne les moyens de faire réellement de la politique autrement. Dotée d'une charte

éthique, la liste respectera un principe fondamental : le non cumul des mandats. Attachée à la parité, la liste du Rassemblement présente 8 femmes têtes de listes sur les 13 départements. Enfin, la campagne du Rassemblement est inclusive : les décisions stratégiques sont prises par une Assemblée Représentative des territoires et des sensibilités qui se réunit toutes les 3 semaines.

2. Création de 50.000 emplois en réorientant la politique économique de la Région.

3. Vivre et travailler au pays dans une région de forêts, de montagnes et de rivières, passant de 18% à 30% d'espaces naturels protégés.

4. Des trains du quotidiens plutôt que le Lyon Turin : nous refusons les 900 millions € alloués à la LGV Lyon Turin : ligne coûteuse, inutile et dépassée. Nous investirons dans les lignes régionales pour offrir un service de TER régulier, de qualité et de proximité aux usagers. Nous renforcerons les tarifs solidaires pour que le plus grand nombre ait accès à la mobilité.

5. De la graine à l'assiette : une alimentation saine et produite ici.

6. Moins de pollution dans la région en mettant les camions sur les trains.

7. L'éducation est un droit : gratuité des manuels et transports scolaires.

8. Une véritable stratégie industrielle pour la Région.

9. Investissons dans les petits projets utiles : 334 millions d'euros gaspillés en un mandat dans les grands projets inutiles.

10. La transition énergétique qui ne laisse personne sans moyen d'agir : pour lutter contre le dérèglement climatique, nous ferons de la Région un territoire à énergie positive grâce aux énergies renouvelables, nous donnerons les moyens aux plus fragiles de réduire leurs dépenses énergétiques par la création d'un service public de la rénovation.

11. Plus de zones blanches de services publics à l'échelle régionale : dans les zones rurales et quartiers populaires, nous maintiendrons les services publics et combattons les déserts médicaux, la raréfaction des lignes de transports et des équipements culturels.

12. La région qui protège : Nous ferons de la région Auvergne Rhône-Alpes un bouclier protecteur pour ses habitants en la transformant en zone hors OGM, hors gaz de schistes et hors TAFTA.

Cette liste porte la volonté de résister à l'austérité, de lutter avec les citoyens en créant des alternatives pour le "bien vivre".

www.lerassemblement2015.fr



**Les candidats Ensemble de l'Isère :
Gilles Kuntz et Laurence Rémy**

II - Unir pour redonner élan et espoir !

Face à une situation politique bouchée et à une désespérance croissante au sein de la population, nous sommes convaincus que tout doit être fait pour bouleverser la donne à gauche en unissant, dans les luttes comme dans les élections, toutes les forces qui s'opposent à l'austérité et visent à construire une alternative face à la pensée unique libérale portée par la droite comme par le PS.

Dès décembre 2014, 80 militants, associatifs, élus, syndicalistes, membres du PG, EELV, Ensemble!, PCF, Nouvelle Donne de Rhône- Alpes lançaient un appel "*à s'unir sans attendre, pour redonner élan et espoir à toutes celles et ceux qui ne se résignent pas à la situation actuelle*".

Pendant tout le 1er semestre 2015, Ensemble! n'a eu de cesse d'oeuvrer à ce que se constitue une liste unique de toute la gauche d'alternative aux élections régionales, incluant la totalité du Front de Gauche (Parti de Gauche, PCF, Ensemble!), ainsi que EELV et toutes les forces disponibles.

Pour notre mouvement, il y avait un enjeu fort dans la constitution d'une liste de large rassemblement de gauche et écologiste, résolument opposée aux politiques d'austérité.

Malheureusement, malgré tous nos efforts, les négociations ont échoué avec le PCF. Il y a donc deux listes se réclamant d'une alternative à gauche. Ce qui a été possible en région PACA comme en Languedoc-Roussillon-Midi- Pyrénées n'aura donc pas été possible en Auvergne-Rhône- Alpes. Nous le regrettons profondément, mais ce n'est pas de notre fait.

Nous n'abandonnons pas pour autant la partie ! Pour s'opposer aux politiques d'austérité, combattre la droite et à l'extrême-droite, le rassemblement des forces de gauche alternatives et écologistes est une nécessité. Le Rassemblement est une étape importante pour cet objectif. C'est pourquoi, sur la base de l'important travail réalisé en commun, Ensemble! Rhône-Alpes s'est engagé résolument dans la campagne de l'élection régionale au sein du Rassemblement.

III - Défendre et développer les services publics

Les services publics sont un élément essentiel de l'alternative politique et sociale dont Ensemble! est porteur. Ils sont garants de l'égalité des citoyens dans l'exercice des droits fondamentaux. Ils doivent assurer à chacun la même qualité de service, au même coût, où que ce soit sur le territoire national. Ils doivent être l'outil de développement des biens communs et un moteur pour l'aménagement des territoires. Ils doivent servir l'intérêt des populations en plein respect de la responsabilité écologique.

Les services publics doivent être au cœur de la dépense publique qu'il ne faut plus considérer comme un boulet, voire un gaspillage, mais comme le pivot de l'activité économique mise au service des besoins des populations.

Les services publics tels que nous les pensons, doivent être refondés avec une participation affirmée des salariés et des usagers-citoyens. Ils sont en cela étroitement liés à la question d'un renouveau de la Démocratie, enjeu majeur de l'organisation de notre société et au centre des prochaines élections.

IV - Faire avancer une démocratie active

L'ampleur de la contestation du mode de représentation et la demande croissante de participation de la part des citoyen-ne-s démontrent que la démocratie par délégation apparaît de plus en plus paradoxale. Les mouvements de révolte citoyens, qui ont surgi à partir de 2010 aux quatre coins de la planète, ont exprimé avec force leur rejet de la corruption politique, de l'arrogance des élites et de la connivence entre les mondes politique, financier et médiatique. Ils posaient la question de la légitimité politique et un nombre croissant de citoyen-ne-s estimaient ne plus être représenté-e-s. Si la France n'a pas été touchée directement par ces mouvements, elle n'est pas pour autant exempte de ces constats et

l'abstention croissante ne saurait être ignorée plus longtemps par la "classe politique".

Pour Ensemble!, la démocratie politique exige de combiner une refonte radicale des institutions et de construire "par le bas" une "démocratie active". Il s'agit d'articuler un système représentatif amélioré (refus du cumul des mandats et de la professionnalisation) et une démocratie directe associée à un budget participatif à disposition des citoyens, afin de leur permettre de se prononcer et d'agir directement sur des sujets qui les concernent. La région est une échelle pertinente pour expérimenter la démocratie active. L'assemblée représentative mise en place par le Rassemblement (vote de la liste et amendement du programme) en est une préfiguration vivante.

V - Les SCOP connaissent un regain d'intérêt !

Une société coopérative et participative – c'est le nouveau nom de l'ancienne "société coopérative ouvrière de production" – se définit principalement par la composition de son capital, la répartition du pouvoir et des bénéfices. On comptait 2.222 SCOP et 408 SCIC fin 2014 en France, employant 51.000 salarié-e-s (361 SCOP en Rhône-Alpes et 5.538 salarié-e-s). Leur particularité ? Les salarié-e-s peuvent en devenir "sociétaires", en acquérant une part sociale de la coopérative. Ils ont alors la possibilité d'élire leurs dirigeant-e-s et de participer aux prises de décision sur l'évolution de l'entreprise. Au minimum la moitié du capital appartient aux salarié-e-s coopérateurs/trices et chaque coopérateur/trice compte pour un-e, quelle que soit la part du capital qu'il/elle détient.

Autre spécificité : la richesse produite est redistribuée à la source. Les bénéfices sont répartis entre les réserves "impartageables" de l'entreprise, la participation et l'intéressement dont profitent les salarié-e-s et, enfin, les dividendes qui rémunèrent les salarié-e-s-sociétaires. La valeur des parts sociales d'une coopérative est figée à sa valeur d'acquisition. Aucune plus-value n'est possible lors du remboursement des parts. Ce principe correspond à l'esprit des SCOP, constituées non pour rentabiliser le capital investi mais pour exercer en commun un métier. Les réserves constituées sont exclusivement affectées au financement de la SCOP, elles constituent le patrimoine commun de la SCOP. Elles sont dites impartageables car elles restent toujours dans le patrimoine de l'entreprise. Elles se transmettent de génération en génération sans qu'aucun-e associé-e qui quitte la SCOP ne puisse en revendiquer une part à son départ. Ce sont les réserves impartageables qui en font des entreprises pérennes, participatives, non délocalisables et indépendantes !

Les élu-e-s d'Ensemble! soutiendront les luttes des travailleur-se-s qui s'opposent aux licenciements boursiers et aux fermetures d'unités de production et

notamment celles qui envisagent la reprise de leur outil de travail sous statut coopératif.

VI - L'agriculture et l'alimentation au cœur du projet de transition écologique et sociale

La situation et l'évolution de l'agriculture et, en conséquence, celles de l'alimentation, sont certes très largement déterminées par les politiques agricoles (nationale et européenne) et par les firmes d'amont et d'aval. Toutefois, le cadre régional offre des possibilités pour orienter l'agriculture et l'alimentation dans un sens plus écologique et plus social. Notre programme agricole va dans ce sens avec deux propositions majeures en complément de l'appui aux systèmes vertueux et innovants, à la restauration collective locale et bio :

1. Appuyer le maintien et développement des exploitations pratiquant des systèmes de production "autonomes et économes", qui sont par rapport aux systèmes conventionnels, moins dépendants des produits industriels et des investissements, donc moins polluants. Ils dégagent ainsi plus de revenus et d'emplois. Ces systèmes sont également mieux intégrés dans leur territoire et plus aptes à assurer localement une alimentation satisfaisante.

2. Grâce à ce nouveau lien entre production agricole et alimentation, nous soutiendrons la création de filières de proximité en s'appuyant sur l'expérience et le développement des circuits courts. Il est possible ainsi de dépasser leurs limites quantitatives actuelles, en mobilisant dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire, davantage de producteurs, de transformateurs, de commerçants.

Ces deux propositions, comme l'ensemble du programme, doivent favoriser l'émergence d'un mouvement pour la transition écologique et sociale en développant, à plus grande échelle, des formes alternatives de production et d'échange avec d'importantes retombées en termes de santé et de climat.

VII - Organiser une formation pour tous et toutes à tout âge

La réforme de la formation en 2014 a instauré le Compte Personnel de Formation (CPF) et le Conseil en Évolution Professionnelle (CEP). Mais à l'heure où nous envahissent les communications sur ces deux mesures, aucun message pour nous rappeler que cette réforme est avant tout une baisse des cotisations des entreprises de plus de 10 salariés aux OPCA. Baisse d'autant plus significative que l'entreprise est grande... et que l'obligation de former reste un vœu pieux.

Que les privé-e-s d'emploi et les salarié-e-s notent aussi ce qui nous a été présenté comme une avancée sociale : nous sommes à présent responsables de notre "employa-

bilité"... et pouvons payer la formation qui nous permettra de rester rentable !

VIII - La Région en transition énergétique

Ensemble! s'associe pleinement au propositions du scénario global NEGAWATT à décliner dans notre région, et aux recommandations du rapport ADEME 100% sans nucléaire :

1. Sobriété des besoins en énergie ("la meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas", circuits courts, etc.) et efficacité énergétique (récupération de chaleur perdue, choix de technologie, isolation thermique, etc.)

2. Transition énergétique pour passer du mix nucléaire/pétrole/gaz aux énergies renouvelables (EnR), et sans passer par la case gaz de schiste !

L'action de réduction des consommations d'énergie est transversale à l'ensemble des champs d'intervention de la région : habitat, aménagement du territoire, lycées et formation professionnelle, mobilité, agriculture et tourisme.

La région se dotera d'une régie publique pour lutter contre la précarité énergétique et soutenir les initiatives de rénovation du bâti (lycées et logements anciens principalement), de formation, de production par les énergies renouvelables et de distribution locale.

Dans tous ces domaines, les citoyens peuvent et doivent être associés au niveau des choix et dans la gestion des solutions.

IX - Redonner au ferroviaire sa juste place

C'en est trop, marre de construire à grands frais et destructions de terres des lignes nouvelles pour grignoter quelques minutes alors que nous ne nous donnons plus les moyens de remplacer les rails de nos lignes secondaires et qu'elles continuent à décliner ou à fermer!

Ces choix sont désastreux pour notre qualité de vie, le climat qui se dégrade toujours et l'équilibre entre espaces ruraux et urbains. La liste des lignes récemment fermées en Auvergne est trop longue et en Rhône-Alpes nous voyons trop souvent des cars se substituer aux trains. C'est moins cher nous dit-on ! Mais le niveau de service et de sécurité n'est pas du tout le même ! Qu'en est-il de l'accès aux personnes à mobilité réduite ? du

transport des vélos, de la possibilité de travailler en voyageant ?

Il y a de la place pour le transport par la route là où il n'y a pas de rails, n'en déplaise à Monsieur Macron !

Un maillage sur tout le territoire de nos différents modes de transport en commun et de déplacements doux est ce que nous défendons. Nos lignes de chemin de fer, déjà construites depuis un siècle, ont coûté par le passé de l'énergie, de l'audace, de l'argent, des vies parfois. Utilisons mieux ce que nous avons déjà, comme le disent nos affiches : *"Mieux vaut de nombreux trains du quotidien qu'un seul Lyon-Turin !"*

X - Art et culture : pour une ambition émancipatrice collective

Mener un programme régional pour l'Art et la Culture, c'est affirmer une conception politique. Pour Ensemble!, c'est agir pour une ambition émancipatrice collective, organiser la rencontre vivante avec l'art et les artistes, avec le savoir et l'imaginaire de notre temps, à l'école, au travail et dans la ville. C'est œuvrer à l'appropriation par tous de la pensée critique et des moyens nécessaires à l'épanouissement individuel. C'est lutter contre la culture imposée comme arme de distraction massive, de contrôle et d'aliénation. La responsabilité des collectivités est, ici, considérable.

Quelques pistes :

- Donner plus de moyens aux Compagnies professionnelles indépendantes, pour qu'elles puissent créer et produire des spectacles hors du secteur marchand.
- Refonder les missions et les commissions des Directions des Affaires Culturelles pour qu'elles favorisent l'aide aux petites Compagnies et aux artistes indépendants.
- Missionner des artistes professionnels et locaux pour des interventions "généreuses" en rue, parcs publics, transports en commun, etc.
- Développer le partenariat dès les premières étapes de l'acte créatif entre les artistes locaux, les collègues et les lycées.
- Multiplier des actions de formations artistiques et techniques relevant du secteur public. Soutenir des stages pour tous avec réalisation d'expositions, performances, spectacles.
- Créer des équipements dans les quartiers et les territoires ruraux et y installer des partenaires artistiques, avec des moyens qui assurent leur fonctionnement.

STMMicroelectronics en lutte pour l'emploi

L'usine de STMMicroelectronics de Grenoble connaît des menaces de suppressions d'emplois et donc de licenciements. Pour nous parler de ce problème, « Gauche alternative » donne la parole à Mariano Bona, militant CGT et membre d'Ensemble !.



Gauche alternative - Quelle menace pèse-t-il actuellement sur les salariés des usines de STMicroelectronics de l'Isère ?

Mariano – En mai, le PDG déclare qu'il y a « des pertes insupportables » dans le secteur digital, et que « toutes les options étaient étudiées ». Nous avons tout de suite compris qu'il y avait un danger de suppressions d'emplois. Nous avons eu rapidement connaissance de scénarios qui envisageaient la suppression de 1 000 à 1 800 suppressions d'emplois, ce qui voulait dire des centaines d'emplois supprimés sur le site de Grenoble. Ces suppressions d'emplois sont, à terme, une menace sur l'ensemble de la microélectronique. C'est ce qu'ont compris nos collègues italiens qui sont également entrés en résistance contre les licenciements.

Ces arrêts de productions sur le site de Grenoble seraient-ils effectués pour les délocaliser ailleurs ?

Il ne s'agit pas de délocaliser la production. C'est une question de rentabilité. Ils préfèrent arrêter les productions dont les profits sont insuffisants pour se concentrer sur celles qui sont les plus rentables, et pouvoir continuer à verser des dividendes importants.

Quelle est la réaction des salariés et de leurs syndicats ?

Au début, il régnait un climat de résignation. Comme, malgré l'élection d'Hollande, les pouvoirs publics mènent une politique libérale, les salariés ont estimé qu'ils n'avaient pas le rapport de force en leur faveur. Et les autres syndicats que la CGT (CFDT, UNSA et CFE-CGC) ont embrayé dans le même sens. En revanche, la CGT a cherché à mobiliser les salariés. Il faut reconnaître que les premiers rassemblements organisés par la CGT, n'ont pas eu un grand succès ; ils n'ont rassemblé qu'une cinquantaine de personnes alors que le site compte 2 200 salariés. Néanmoins, petit à petit, quand les salariés ont vu que leurs collègues italiens entraient dans la bataille et que ceux d'autres secteurs (CEA, CNRS, Thales, ...) manifestaient leur solidarité, ils ont repris confiance. Cet automne, nous avons mené des actions communes avec les Italiens : présence de militants syndicaux à un rassemblement devant le site de Milan, une délégation intersyndicale italienne est venue participer à une action devant le site de Grenoble. On a fait bouger les lignes : la direction a été dans l'incapacité de faire les annonces de restructuration,

repoussant la décision pour 2016. Certes, on n'est pas tiré d'affaire, mais on est parvenu à semer le trouble.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de grève.

Non car faire grève chez nous est compliqué. En effet, nous sommes en « forfait jour », nous travaillons sur objectif ; cela signifie que nous n'avons pas de retenue de salaire lors de nos arrêts de travail. Mais nous avons fait deux rassemblements longs devant le site de Grenoble. Et celui où sont venus les Italiens, il y avait plus de 300 personnes alors que le personnel rencontrait des difficultés pour sortir des locaux, la direction ayant fermé les grilles d'entrée.

Quelles sont les subventions qu'a reçues ou que continue de recevoir STMicroelectronics pour ses usines de l'Isère ?

Si on considère le crédit « impôt-recherche », « Nano 2017 » et « Nano 2012 », STMicroelectronics touche globalement de l'ordre de 200 millions d'euros par an de subventions.

Qui subventionne ?

L'essentiel c'est l'État, vient ensuite l'Union européenne et secondairement les collectivités locales. Il y a besoin d'une politique industrielle avec des financements conséquents. Mais cela doit se faire à l'échelle nationale et européenne, avec un contrôle public et des contreparties d'intérêt général. Les collectivités locales ont prévu de verser 100 millions d'euros donnés pour « Nano 2017 », ce qui n'a pas beaucoup de sens : cela impacte lourdement leur budget alors que cette somme ne représente qu'une goutte d'eau par rapport aux 3 milliards que vaut l'usine. Les collectivités locales feraient mieux de consacrer leurs finances à mieux répondre aux besoins de leurs administrés.

À combien se monte le versement des dividendes du groupe si on les rapporte au nombre de salariés ?

En 2014, l'entreprise a versé à ses actionnaires 360 millions de dollars de dividendes et 150 millions de rachat d'action pour les redistribuer, ce qui donne au total 510 millions. Ce qui fait environ 10 000 dollars par salarié (l'entreprise compte un peu moins de 50 000 salariés dont 10 000 en France et autant en Italie).

Par rapport aux subventions, quelle fut l'attitude des différents conseillers régionaux Rhône-Alpes ?

Pour Nano 2012, suite à l'annonce du Conseil régional de subventionner ce projet, le syndicat CGT avait insisté pour qu'il y ait une conditionnalité en terme de création d'emplois et de développement industriel. Choses qui ont été retranscrites, mais que la direction de ST n'a pas tenues. Il était prévu de créer 600 emplois, et fin 2015 elle n'en avait créés qu'à peine 100. À la même date, STMicroelectronics n'avait réalisé que de moitié la production prévue.

Nous nous sommes alors tournés vers les pouvoirs publics locaux. La réaction du Conseil régional a été surprenante. En effet, constatant que STMicroelectronics ne tenait pas les objectifs fixés, le Conseil régional

a enlevé pour Nano 2017 les conditions pour l'obtention de subventions !

Nous avons été à ce sujet soutenus par les Conseillers régionaux d'Ensemble, du PG et d'EELV qui se sont opposés au vote de subventions sans condition de création d'emplois.

Dans quelle mesure la mondialisation de l'économie contribue-t-elle au réchauffement climatique ?

Si on relocalisait l'industrie, on réduirait la consommation d'énergie liée aux transports. Ce qui ne signifie pas qu'il faudrait une usine de STMicroelectronics dans chaque commune, mais du moins que l'industrie soit relocalisée par grandes zones. Par exemple, à l'heure actuelle, l'Europe participe à raison de 20% de l'ensemble des recherches menées dans le monde en matière de microélectronique ; ce qui correspond à sa taille par rapport à l'économie mondiale ; mais elle ne participe qu'à raison de 8% de cette industrie. Ce qui signifie qu'on recherche en Europe et qu'on produit ailleurs.

Il y a un énorme problème concernant le devenir des composants de la microélectronique après usage. Les objets sont envoyés dans des centres en Chine, au Pakistan ou au Bangladesh où ils sont désos-

sés dans de lamentables conditions de sécurité et de pollution. Il faudrait considérer l'ensemble du cycle, aller de la production jusqu'au recyclage de ses composants. De plus, en l'absence de recyclage on peut craindre une pénurie sérieuse de certains matériaux. Intégrer le recyclage dans le cycle de production pousserait en plus à concevoir des produits plus durables.

Dans quelle mesure l'industrie électronique par sa consommation démentielle en eau est une menace pour l'environnement ?

On a aujourd'hui les moyens de fonctionner en circuit fermé et de dépolluer l'eau. Si on ne le fait pas, c'est uniquement pour des raisons de rentabilité. En matière de pollution, ce sont les salariés qui sont en première ligne. Il leur arrive régulièrement d'alerter sur une situation anormale, sans succès faute de pouvoir contraignant là-dessus. À la CGT, on voudrait que les CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et de Conditions de Travail) aient aussi des compétences en matière environnementale, et exercer par exemple un droit d'arrêt lorsqu'il y a un problème de pollution.

COP 21 : allons-nous vers le déluge ?



Ça chauffe de plus en plus

Du 30 novembre au 15 décembre, a lieu à Paris la conférence mondiale sur le climat (COP 21). Il y a en effet une urgence climatique. Le réchauffement de la planète, qui fut de 0,85° depuis 1885¹, est principalement causé par l'augmentation massive de l'usage des énergies fossiles. Il a déjà provoqué un certain nombre de dégâts : canicules, augmentation du nombre de catastrophes climatiques, fonte des glaciers et de la calotte glaciaire, augmentation du niveau de la mer (3 mm par an depuis 1993¹), réfugiés climatiques (ils étaient déjà 38 millions dans le monde en 2010²).

¹ Revue Ensemble n° 10

² Revue Silence de mars 2012

Malgré les conférences internationales consacrées au climat qui se sont déroulées à Kyoto en 1997 et à Copenhague en 2009, non seulement la production du gaz carbonique à effet de serre a chaque année augmenté mais son augmentation a progressé : de 1970 à 2000, l'augmentation annuelle moyenne était de 1,3% alors que de 2000 à 2011 elle a été 2,2%¹.

Pour lutter contre le réchauffement climatique on ne peut pas demander les mêmes efforts aux pays en voie de développement qu'aux pays développés : par exemple, les efforts demandés aux États-Uniens, qui produisent en moyenne 10 fois plus que les Indiens³, doivent être beaucoup plus importants. Par ailleurs, rappelons que 620 millions de personnes au monde n'ont toujours pas accès à l'électricité⁴. Aussi, pour éviter qu'un réchauffement ne dépasse pas les 2° par rapport à 1885, les pays développés doivent réduire leur production de gaz carbonique de 80%.

Hollande : « Fais ce que je dis et non pas ce que je fais »

Certes, la France devra moins réduire sa production que les États-Unis car celle-ci rapporté au nombre d'habitants y est 3,1 fois moindre qu'au pays de l'oncle Sam. Mais pour sortir du nucléaire elle devra faire également

³ Revue Alternatives économiques, octobre 2015

⁴ Le Monde diplomatique de novembre 2015

de gros efforts de reconversion de production énergétique et d'économies d'énergie. En prend-elle le chemin ? Certes, de 1990 à 2012, la production de gaz carbonique par habitant s'est réduite, en France, de 18%³. Mais en ce qui concerne les transports, on n'incite pas à utiliser l'usage des transports les plus économiques en termes de consommation énergétique. Au lieu de pratiquer un transfert financier en taxant les automobiles et les camions pour subventionner les chemins de fer et les transports en commun urbains, bien moins producteurs de gaz carbonique par personne ou par tonne de marchandises transportées, le gouvernement laisse appliquer la loi du marché. En effet, ce n'est pas l'augmentation d'un centime d'euro du gasoil qui va changer quelque chose. Les subventions que le gouvernement a décidé de verser aux acheteurs de voiture électrique ne font que transférer le problème tout en gaspillant l'argent public : avec quelle énergie primaire sera produite l'électricité qu'utiliseront ces automobiles ? De même, les transports aériens restent favorisés : leur carburant, le kérosène, n'est pratiquement pas taxé. Si bien que certains voyages nationaux reviennent moins cher à effectuer en avion qu'en train. Et quand on sait que le gouvernement maintient son projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, on ne peut être que dubitatif en entendant Hollande faire la leçon à la Chine ; surtout que les Chinois émettent, en moyenne, moins de gaz carbonique que les habitants de l'Union Européenne !

Au sujet du développement des énergies renouvelable et du calfeutrage des logements, les subventions, en France, se sont, toutes ces dernières années, notablement réduites.

Quel chance de succès ?

La France n'est pas le seul pays à pratiquer une politique énergétique basée sur la rentabilité financière. C'est également le cas de l'Union Européenne : sous la pression des lobbies automobiles, nous venons d'assister à un adoucissement de la norme d'émission de protoxyde d'azote concernant les automobiles. Cette décision est un exemple de la place des lobbies à Bruxelles. En effet, le commissaire « à l'énergie et au climat », Miguel Arias Cañeta n'est autre que l'ancien président de la société pétrolière Petrologis !

Le programme de discussion à la COP 21 est limité. En effet, il n'est nullement question d'établir des règles internationales pour taxer le kérosène alors que le sujet avait été abordé à la conférence de Copenhague. En effet, compte tenu des vols internationaux, il serait plus facile d'établir des taxes selon des règles internationales que nationales. À la COP 21, il n'est pas non plus question de remettre en cause la mondialisation économique ni l'expansion du commerce extérieur qui

pourtant, par les transports internationaux de marchandises qu'elle génère, contribue à produire une grande quantité de gaz carbonique. Le projet de traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) n'est nullement remis en cause. Par ailleurs, au niveau mondial, les subventions publiques allouées aux énergies fossiles étaient en 2013 plus de quatre fois supérieures à celles accordées aux énergies renouvelables⁴ ! Et quand on sait que la conférence est sponsorisée par un certain nombre de multinationales ayant affaire avec les énergies (Total, EDG, GDF-Suez, Renault-Nissan, Air-France), on ne peut être qu'inquiet sur la volonté des chefs d'État de s'attaquer au problème du réchauffement climatique.

La mobilisation internationale

À Copenhague, les lobbies capitalistes avaient été les premiers responsables de l'échec de la conférence. Seule la pression populaire pourra les contrer et permettre à la conférence de Paris d'aboutir à un résultat. D'où les mobilisations organisées dans le monde entier, notamment à Paris.

Les 28 et 29 novembre devaient avoir lieu des manifestations dans le monde entier pour exiger des acteurs de la conférence d'aboutir à un accord efficace. En France, le principal slogan est « *Changeons le système pas le climat* ». À Grenoble, après le succès de la journée organisée par Alternatiba le 26 septembre consacrée au réchauffement climatique, il est prévu une manifestation le dimanche 29 novembre qui partira à 14h30 du Jardin de ville. Appelée par de nombreuses organisations dont Ensemble, cette manifestation se veut festive. Toutes les créations sont les bienvenues.

Le 12 décembre devait avoir lieu une manifestation centrale internationale à Paris où les manifestants devaient venir non seulement de toute la France mais aussi de toute l'Europe. Une montée collective en train sur Paris était prévue au départ de Grenoble.

Mais prétextant des attentats du 13 novembre à Paris, dans le cadre de l'état d'urgence décrété, le gouvernement a décidé d'interdire les manifestations à Paris et dans certaines villes de province, soi-disant pour des raisons de sécurité. Or si c'était la véritable raison il aurait également interdit les rassemblements dans les stades de football surtout quand on sait que le stade de France a été visé. Déjà avant les attentats il avait décidé de rétablir le contrôle des personnes aux frontières des pays signataires du traité de Schengen, entre le 13 novembre et le 13 décembre, pour empêcher l'afflux de manifestants étrangers.

Dans ces conditions, les chefs d'État, réunis à Paris, pourront en toute tranquillité donner satisfaction aux lobbies de l'énergie et risquer de ne prendre aucune mesure efficace.

Jean-François Le Dizès

Accueil des migrants, droit de vote des résidents étrangers : de reniements à reniements....



Mardi 3 novembre, Sciences Po Paris, 19h30 : face à un parterre d'étudiants, dont une quinzaine de militants du Front de gauche, Manuel Valls disserte sur les réformes, se félicitant des réformes adoptées ou à venir sur la sécurité, la laïcité, la baisse des charges des entreprises, la refonte du Code du travail... Et avant de conclure il se lâche concernant l'abandon du projet de loi relatif au droit de vote des résidents étrangers : « *Il ne faut pas courir derrière les totems. Je l'avais dit il y a trois ans, cela avait provoqué un scandale, on avait dit « abandon d'une promesse »... Mais cette promesse, de toute façon, ne sera pas mise en œuvre. Et je suis convaincu qu'elle ne sera pas reproposée à la prochaine élection présidentielle.* ». Vous avez dit lâcheté, cynisme, reniement ? Faut-il rappeler que ce droit de vote des résidents étrangers était l'engagement n° 50 du candidat Hollande – et la 80^e proposition du programme de François Mitterrand en 1981 - celui d'accorder le droit de vote aux étrangers extracommunautaires lors des élections locales. Trente cinq ans de reniement, d'attente déçue. Alors que dix-sept pays européens ont décidé d'accorder, selon diverses modalités, un droit de vote et même parfois d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'UE. Parmi eux, l'Irlande, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique, la Suède ou encore la Finlande. La France fait partie des onze qui s'y refusent encore avec notamment l'Allemagne et l'Italie. Faut-il rappeler qu'en 2011 61% des Français se déclaraient favorables au droit de vote des résidents étrangers, même si ce pourcentage est tombé à 47% en 2014. Et pourtant les citoyens – même si on peut estimer que c'est insuffisant - se sont fortement mobilisés depuis les années 1990-2010. Le Collectif Droit de Vote, qui fédère 108 organisations (associations, syndicats, partis de gauche), a tenté plusieurs fois d'en faire un enjeu de scrutin, sans que les gouvernements de « gauche » s'en saisissent. Faut-il rappeler que dans de nombreuses villes de

France, notamment à Grenoble, des votations citoyennes ont été organisées de nombreuses années invitant des milliers de citoyens à voter oui ou non pour la reconnaissance effective de ce droit de vote. Le grand reniement....

Hébergement, régularisations : un rejet massif, scandaleux, inhumain...

En France ce sont désormais des centaines de milliers de femmes, d'hommes, d'enfants - étrangers et Français - qui sont condamnés à vivre dehors, sans toit. Un exemple parmi tant d'autres : selon les associations près de 2 000 personnes sont, en Isère, sans solution d'hébergement, sauf parfois quelques nuitées par ci par là, condamnées le plus souvent à passer leurs nuits et leurs journées dehors. Y compris des familles ou des parents isolés avec enfant-s. Une honte absolue. Nous venons d'apprendre que dans le département de l'Isère-mais les critères seront probablement les mêmes dans le reste de l'hexagone - seules 235 places d'hébergement hivernal seront proposées, réservées exclusivement aux personnes en situation régulière, étant soit des parents isolés avec un enfant de moins un an, soit des handicapés, soit des personnes malades, soit enfin des personnes « très âgées ». Ce qui exclut la grande majorité des personnes à la rue ! Honte et scandale absolu.... Ajoutons que s'il est vrai que c'est bien l'État via les préfetures qui est le premier responsable de cette exclusion massive de l'hébergement, les collectivités locales, les mairies notamment, se déchargent de plus en plus systématiquement de leurs responsabilités en désignant l'État comme le seul responsable de cette situation, et n'hésitent pas à requérir auprès des préfets la force publique pour expulser notamment les Roms, mais pas seulement, qui occupent des terrains ou des bâtiments vides suite à des expulsions antérieures...

Autre scandale : désormais les préfetures refusent à 95% le dépôt de demande de séjour émanant de personnes étrangères déboutées de leur demande d'asile politique ou d'une première demande de séjour. Pire, si l'on peut dire : lorsque celles-ci se présentent en préfeture pour déposer leur demande, on leur délivre de plus en plus fréquemment une OQTF (Obligation à Quitter le Territoire Français) avec obligation de pointer régulièrement à l'hôtel de police et exigence de déposer leur passeport ! Une nouvelle pratique terrifiante qui terrorise littéralement les migrant-e-s et leur fait craindre le pire, c'est-à-dire l'expulsion et la reconduite dans leur pays d'origine, alors même que leur vie ou leur survie y est aléatoire. Ajoutons enfin - un scandale

et une inhumanité de plus- que désormais les demandes en tant qu'étranger malade sont désormais systématiquement refusées, l'administration préfectorale partant du principe que dans tous les pays, même les plus démunis, il y a possibilité, en cherchant bien, de soigner toutes les maladies et pathologies...

Les migrants économiques sont des migrants politiques

Chaque jour l'Union Européenne, face à l'arrivée des nouveaux migrants, répète à l'envi que seuls les migrants fuyant une situation de guerre seront accueillis et pourront déposer une demande d'asile, tous les autres n'ayant pas – expression reprise en chœur - « vocation à rester » mais au contraire à retourner dans leur pays; en laissant entendre qu'il faut absolument intensifier et multiplier les reconduites à la frontière. Signalons qu'en France le nombre annuel d'expulsions est d'environ 27 000 : si l'on voulait expulser toutes les personnes actuellement sans papiers – c'est-à-dire déboutées de leurs demandes d'asile ou de séjour - il faudrait multiplier ces expulsions par vingt, les associations estimant qu'il y a actuellement environ 600 000 personnes sans papiers, déboutées de toutes leurs demandes. Il faudrait 2 à 3 charters quotidiens....

On ne soulignera jamais assez que la distinction entre migrants politiques et migrants économiques est plus que discutable et que c'est une façon pour les pays

« développés » de se défausser de leurs responsabilités. Si les Sénégalais, les Guinéens, les Erythréens, les Somaliens, les Angolais, les Congolais risquent leur vie pour fuir la misère, le chômage, la malnutrition, c'est bien parce que l'Union Européenne impose à toute l'Afrique des Accords de Coopération fondés sur l'échange inégal, sur la concurrence faussée entre les agricultures – les agricultures européennes étant hyper-subsventionnées - la surpêche par les bateaux usines qui ont ruiné littéralement la pêche artisanale africaine... Tous les migrants sont politiques, on ne le soulignera jamais assez, et nous devons assumer un travail assidu et inlassable d'information et d'explication.

Les objectifs que nous devons nous fixer : un accueil digne et solidaire de tous les migrants, sans distinction, la délivrance d'un titre d'asile pour tous les réfugiés fuyant un pays ravagé par la guerre, la délivrance d'un titre de dix ans renouvelable automatiquement pour tous les autres, la régularisation de toutes les personnes sans papiers, la fermeture des centres et camps de rétention – il y en a plus de 300 en Europe, sans compter ceux existant en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Turquie... - et le droit de vote pour tous les résidents étrangers, au minimum aux élections locales. Et au-delà de ces revendications nous devons militer pour un monde sans barbelés, sans frontières. Des ponts, pas des murs.

Jo Briant

Critique littéraire

Les irremplaçables

Cynthia Fleury est philosophe et psychanalyste, professeur à l'American University of Paris, elle est aussi membre du Comité consultatif d'éthique et membre de la cellule d'urgence médico-psychologique du SAMU de l'hôpital Necker, elle a écrit entre autres " Les pathologies de la démocratie" et " La fin du courage, la reconquête d'une vertu démocratique"

Cynthia Fleury poursuit dans ce dernier ouvrage sa réflexion sur le monde contemporain et plus particulièrement sur le rôle des individus pour faire vivre la démocratie, elle oppose dans sa démarche individuation (refaire lien) et individualisme:

"Il ne s'agira pas de devenir une personnalité, une singularité, comme une injonction à la mise en scène de l'égo, l'enjeu est tout autre, il est relationnel. Se lier aux autres, se lier au Réel, se lier à l'oeuvre, l'éternité, les liens comme seule vérité" nous dit-elle.

(Il faut)"Avoir souci de l'Etat de droit comme on a souci de soi"

A tous ceux qui veulent faire de la politique autrement ou qui rejettent la politique car elle est devenue ce que Cynthia Fleury appelle une religion continuée et une

bataille d'égo pour le pouvoir et les avantages symboliques et matériels qu'il procure, ce livre donne des armes.

L'auteur traite de deux hypothèses:

1 - En quoi l'individuation est-elle protectrice de l'Etat de droit ?

2 - Le pouvoir est-il la continuation de la religion par d'autres moyens ?

Dans une première partie, elle développe "l'individuation et l'irremplaçabilité" et convoque les grandes figures de la philosophie et de la littérature depuis Platon et Aristote en passant par Freud, Nietzsche, Arendt, Proust, Hugo, Rainer Maria Rilke. Il semble dans cette partie que l'on s'éloigne du sujet de la démocratie en réfléchissant sur le deuil, la perte d'un enfant, mais c'est pour mieux y revenir plus tard en définissant l'irremplaçabilité : " être remplaçable c'est ne plus être capable de ressentir"

Gunther Anders (L'obsolescence de l'homme t1 2002) nous rapporte la réponse du pilote de bombardier qui a lancé la bombe H sur Hiroshima quand il lui demande à quoi il pensait pendant sa terrible mission : "je n'arrivais

pas à me sortir de la tête les 175 dollars qu'il me restait à payer pour le réfrigérateur".

De la même façon Eichman lors de son procès à Jérusalem répond qu'il était angoissé par les petits problèmes de son administration et le jugement qu'elle pouvait avoir sur lui (Arendt).

"L'homme devient plus petit que lui-même lorsqu'il n'est pas irremplaçable" nous dit Cynthia Fleury

Mais point besoin de catastrophe pour devenir plus petit que soi-même, l'homme moderne, épuisé par les conditions de sa vie quotidienne et aliéné par la société du spectacle n'est plus capable de traduire en expérience son vécu.

La deuxième partie, "Le dogme du pouvoir" est davantage sur le terrain de la philosophie politique.

Sortir de l'état de minorité et penser par soi-même, telle est la question.

A nos contemporains qui pensent qu'ils n'ont pas le temps de s'occuper des affaires publiques, qu'ils n'y comprennent rien, que les hommes politiques sont tous les mêmes et que donc il vaut mieux se replier sur sa famille et ses amis Cynthia Fleury répond qu'il faut d'abord se ressaisir du temps et du langage pour sortir du dogme du pouvoir. Deux conditions sont nécessaires, se ressaisir du temps et du langage

Le temps: "la conquête du temps est pour la liberté son premier défi", cela est si vrai que la dernière trouvaille du capitalisme est de nous vendre du temps, de l'attention à soi, sous de multiples formes plus ou moins hédonistes ou thérapeutiques.

Le langage : « depuis Orwell avec 1984 », nous savons que le langage est le premier acte de la domination, exemple : transformer "cotisations sociales" en charges sociales", le droit du travail en "rigidité archaïque" etc. Il renvoie à un imaginaire qu'il faut déconstruire et "il empêche de penser la réalité de la domination et le fait que le pouvoir ne soit qu'un dogme, autrement dit un fait de violence institué en fait de croyance puis en fait de légitimité".

Mais alors que faire?

R. Barthes répond dans sa Leçon en 1977 qu'il nous reste la tricherie de la littérature pour inventer un champ de liberté. Les récits de Kolyma de V. Chalamov permettent à son auteur "de s'extraire de la réalité destructrice du goulag... d'être autre chose que sa survie ... alors qu'il se contentait dans le camp d'une vingtaine de mots depuis des années dans ce goulag".

De même la psychanalyse nous permet de verbaliser, de faire lien même en passant par le mensonge car dans ce dispositif ce qui s'y dit est vrai, l'analysant expérimente le pouvoir du langage.

L'individu, chaînon remplaçable, troisième arme du pouvoir:

Le pouvoir rend les individus interchangeables, remplaçables et "parvient à faire croire à l'individu que son individuation requiert un strict "individualisme" et par là même il ne saisit plus la place régulatrice et protectrice de l'autre, l'obligation de constituer un ou plusieurs collectifs ; comment le rouage, celui qui est persuadé d'être un parmi d'autres pourrait-il ressentir un sentiment de responsabilité ?

Au contraire "en agissant et en parlant les hommes font voir qui ils sont, révèlent activement leur identité personnelle unique" (Arendt, « La condition de l'homme moderne »).

La troisième partie développe le rôle primordial de l'Education dans le processus d'individuation et se saisit de la métaphore du ruban de Moebius qui existe entre la démocratie et l'individuation: "sans la seconde, il n'y a pas d'Etat de droit mais simplement un simulacre et la tentative toujours plus affermie de mettre en place un système populiste ou plus autoritaire encore".

Aujourd'hui nous voyons monter la vague, saurons-nous être irremplaçables ?

Noelle Thorent

Les irremplaçables de Cynthia Fleury, juin 2015 nrf Gallimard

Colombie : quand l'accaparement des terres est source de guerre

Durant mon séjour de 35 jours en Colombie, j'ai parcouru, en scooter, ce pays, qui a une superficie double de celle de la France, en franchissant à de nombreuses reprises les différentes branches de la Cordillère des Andes mais en ne dépassant pas au nord la ville de Sincelejo. Durant mon séjour à Bogota (2 640 m d'altitude[#]) j'ai pu rencontrer des militants.

D'où vient la guerre ?

La Colombie connaît la guerre civile depuis la fin des années 1940. La raison constante de ces guerres est l'appropriation des terres par les dominants qui expul-

sent, à l'aide de mercenaires, les paysans de leurs terres à leur profit. Déjà à la fin des années 1940, 2 millions de paysans ont été déplacés et 200 000 ont été assassinés*. C'est à la suite de ces violences que les premières guérillas se formèrent. Face à cet accaparement des

terres il y eut, notamment dans les années 1970 et 1980, des tentatives de réoccupation d'une partie de celles-ci par les « sans terre ».

À partir du milieu des années 1980, sont apparus les paramilitaires, financés par les forces économiques dominantes pour expulser encore davantage de paysans afin que celles-là puissent effectuer leurs projets : créer des latifundia d'agro-carburants (canne à sucre ou palmiers africains), ouvrir des mines et des champs pétrolifères. Durant mon voyage, j'ai pu voir de tels latifundia cultivant ces plantes-ci mais aussi des immenses rizières, bananeraies et haciendas d'élevages bovins. L'action des paramilitaires a provoqué le déplacement de 4 millions de personnes* vers des terres marginales et surtout vers les villes ainsi que 30 000 disparitions de personnes*. Les crimes perpétrés par ces terroristes ne concernent pas seulement les questions foncières. En effet, entre 1986 et 2012, ils ont eu aussi à leur actif 2 937 assassinats de syndicalistes[▼]. Dans 90% des cas ceux-ci se sont déroulés en toute impunité[▼]. Ce qui signifie que les forces militaires et policières de l'État colombien sont complices. Ainsi, l'organisation « Human Right Watch » a établi une liste de 3 000 exécutions extrajudiciaires effectuées entre 2002 et 2008 impliquant 5 183 membres de la force publique[•].

Les expulsions des paysans n'ont pu faire que le lit des armées rebelles de gauche qui n'ont pas cessé d'exister depuis la fin des années 1940. Si certaines de celles-ci ont rendu leurs armes en signant des accords de paix avec le gouvernement (M19 en 1990, PRT⁵ et EPL⁶ en 1991), elles ont de fait passé le relais à d'autres car la raison de leur existence, à savoir l'inégalité foncière, perdurait. Comme je l'ai vu écrit sur un mur de Cali : « *Avec la faim, il n'y a pas de paix* ». Les FARC (Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes), nées en 1964, sont actuellement l'armée rebelle de gauche dominante. Un Colombien de zone rurale à qui j'ai demandé l'avis sur les FARC a immédiatement fait le lien entre celles-ci et les inégalités.

Une agriculture duale

Durant mon voyage, j'ai été frappé par les inégalités entre agriculteurs : aux latifundia des plaines s'opposent les minifundia andines souvent cultivées sur des pentes impossibles. D'un côté, les exploitations agricoles de moins de 5 ha, qui représentent 70% de l'ensemble des exploitations, ne couvrent que 5% des terres agricoles[■]. D'un autre côté, celles de plus de 500 ha qui représentent 0,4% des exploitations en couvrent 41%[■]. Par ailleurs, j'ai pu remarquer la précarité des maisons bordant les immenses bananeraies, dont les occupants étaient probablement leurs ouvriers. Sur l'ensemble du pays, seulement 52% des maisons paysannes sont en

dur[■], 23% sont en terre[■]. J'ai pu constater qu'en dehors des latifundia les tracteurs étaient rares. En effet, 83% des agriculteurs ne possèdent pas de machines[■].

La concentration des terres réalisée autour de l'an 2000 a eu pour conséquence la diminution des productions agricoles alimentaires et mis fin à la souveraineté alimentaire. En effet, à la fin des années 1980, celle-ci était assurée, alors que dans les années 2000, la Colombie a importé 50% de ses besoins alimentaires[▼].

Les déplacements forcés des paysans vers des zones marginales ont encouragé ceux-ci à produire des plantes hallucinogènes (coca, marijuana, pavot) car leur rapport revenu/superficie de terre était nettement supérieur. Ainsi, au niveau national, leur production a doublé entre 1990 et 2000*. Aujourd'hui, 70% des agriculteurs produisent de la coca*.

Des Amérindiens marginalisés

Durant mon voyage, j'ai pu voir à Mocoa une manifestation nationale d'Amérindiens, très déterminés. Leur revendication la plus scandée concernait le droit de cultiver les plantes hallucinogènes. Il faut savoir que, par exemple, la coca est, chez ces peuples « premiers », un produit traditionnel ancestral. Les manifestants dénonçaient les fumigations pratiquées par l'armée contre ces cultures. Ils fustigeaient les multinationales qui détérioraient l'environnement. Ils réclamaient la justice sociale.

Au nombre de 1,4 million[▼] sur une population totale de 48 millions d'habitants[■] les Amérindiens vivent surtout dans les régions montagneuses, y compris dans 723 « réserves »[•]. De même, il existe 181 « terres de communautés afrodescendantes »[•]. Les enfants amérindiens ont droit à un enseignement bilingue (langue maternelle et espagnol).

Durant mon voyage, j'ai remarqué qu'en dehors des zones frontalières, les soldats de l'armée colombienne, qui pourchassent les FARC, n'étaient stationnés que dans les zones montagneuses. Or, ces régions-ci sont peuplées d'Amérindiens. Sans la complicité de ces derniers, les FARC ne pourraient se maintenir. Le responsable du Parti Communiste Colombien, que j'ai rencontré, m'a confirmé cette analyse. D'ailleurs, le fait que les Amérindiens ne soient pas assujettis au service militaire, qui dure deux ans, abonde dans le même sens.

Une urbanisation générant de la pauvreté

Ne se voyant pas d'avenir sur place, nombre de jeunes ruraux vont tenter leur chance en ville, notamment dans le secteur informel. Mais nombre d'entre eux n'arrivent pas à faire leur place. On les voit, en pleine journée affalés sur les trottoirs. Comme me l'a dit une assistante sociale de Cali, se sentant perdus ils se droguent. Et il

⁵ Parti Révolutionnaire des Travailleurs

⁶ Armée Populaire de Libération

n'y a pas que des jeunes dans ce cas. Avec les déplacements de population dus aux expulsions de paysans et aux guerres civiles, la Colombie a connu un exode rural à vitesse record pour la région. En effet, il ne lui a fallu que 18 ans pour que la proportion de sa population rurale passe de 50% à 30% quand il en a fallu 77 à l'Argentine et 35 au Brésil*.

La notion de logement social n'existe pas en Colombie. Seule existe une subvention pour la construction d'une maison individuelle à condition qu'elle soit de petite taille. Ainsi, les villes se sont fortement étendues par la construction de petites maisons individuelle. Cette expansion urbaine a donné lieu, notamment à Medellin, à un vaste étalement de constructions sur les versants des montagnes. Comme dans de nombreux pays en voie de développement, les rues des villes contiennent une foule de travailleurs informels : vendeurs de toutes sortes de produits, cireurs de chaussures, artistes... Ces professionnels sont les premiers animateurs de chaque place centrale régulièrement carrée, de style colonial, dominée par une église très fréquentée. Parmi eux, on trouve beaucoup de femmes. Ce qui s'explique par le fait que de très nombreuses femmes sont chefs de famille : elles représentent 33% de ceux-ci[▲]. Le jour où j'étais à Medellin, j'ai pu voir en un quart d'heure, sur le lieu où je me trouvais, quatre ou cinq chiffonniers fouiller la même poubelle publique ! Dans l'ensemble de la Colombie, les travailleurs informels représentent 51%^{▲7} des actifs. À ce chiffre, il faut ajouter les 9% de chômeurs[▼], qui ont droit à une maigre indemnité mensuelle de survivance équivalente à 110 €[▼]. À titre de comparaison, un litre d'essence et un café coûtent respectivement l'équivalent de 0,70 € et 0,17 €. Quant au salaire minimum mensuel, il est l'équivalent de 235 €[▼].



37% des foyers se considèrent comme pauvres[■]. Pour relativiser la pauvreté, il faut ajouter que 95% des foyers ont un téléphone portable[■], que, vu la foule de motos que j'ai pu voir en circulation, une bonne partie de ces 37% doivent en posséder une et que le pourcentage d'enfants dénutris (6,7%[▲]) est inférieur à ce pourcentage de pauvres.

Cette pauvreté, ces inégalités ne peuvent que provoquer une insécurité. Ainsi, dans la capitale, Bogota (8,7

millions d'habitants[#]), les rixes ont, rien que durant les sept premiers mois de l'année 2015, provoqué la mort de 238 personnes[■]. Sur les trois dernières années, Medellin (3,3 millions d'habitants[#]) a connu 527 disparitions de personnes[■]. La population carcérale sur l'ensemble du territoire a doublé en 15 ans[■].



Centre historique de Bogota

Un enseignement négligé

Si la quasi-totalité des enfants sont scolarisés, un certain nombre de ceux-ci s'absentent souvent pour travailler à la production, bien que les cours n'aient lieu qu'en matinée (7h-13h). Par ailleurs, comme me l'a dit un responsable du syndicat des enseignants que j'ai rencontré, les instituteurs rencontrent beaucoup de difficultés pour motiver leurs élèves à l'apprentissage de la lecture. Pour y arriver, certains d'entre eux utilisent les méthodes actives de Paulo Freire. Mais les conditions de travail dans les établissements scolaires ne sont pas idéales. En effet, si en zones rurales les effectifs des classes (entre 10 et 20[▲]) dans chacun des degrés (primaire, collège et lycée) sont convenables, en ville ils sont déplorables (entre 35 et 42[▲]). De plus, les établissements connaissent souvent des violences. Par ailleurs, sauf dans les cas où la municipalité le fournit, le matériel scolaire est à la charge des familles. Si bien que certains enfants de familles démunies ne disposent en classe d'aucun matériel.

Les Colombiens ne poussent pas loin leurs études. En effet, seulement 38,5% de la population adulte est allé au lycée[■]. Si 25% sont entrés dans l'enseignement supérieur[■], les Universités sont extrêmement chères : entre l'équivalent de 6 000 et 23 000 euros par an[▲].

D'esprit commerçant, les Colombiens sont peu curieux, peu portés sur la lecture. Pour trouver un journal à acheter il faut « se lever de bonne heure », et encore ! Par exemple, dans la ville de Tame (23 000 habitants[#]), je n'en ai trouvé aucun car on n'en vendait pas. Je n'ai vu quasiment aucune bibliothèque publique.

La politique économique libérale pratiquée par les gouvernements successifs a pour conséquence une

⁷ Chiffres de 2011

compression du budget de l'Éducation. Ainsi, on bourre les classes, on augmente le nombre d'heures de cours que doivent assurer les enseignants ainsi que leurs tâches et on bloque leurs salaires. Cette politique a provoqué une réaction des personnels concernés qui se sont mis en grève illimitée en mai dernier. Au bout de 20 jours de grève, les négociations ont abouti à un plan d'augmentation de salaires sur plusieurs années.

Par ailleurs, les enseignants sont menacés par les paramilitaires quand le contenu de leurs cours leur déplaît. Ainsi, les enseignants sont les premiers touchés par les assassinats de syndicalistes : 948 entre 1986 et 2011[▲]. Durant les huit premiers mois de 2015, cinq autres ont été abattus[▲].

Un certain éveil à l'écologie

L'imposition de l'agriculture industrielle au détriment de l'agriculture paysanne a eu des conséquences néfastes en matière écologique : érosion et salinisation des sols, rétention des ressources hydriques, diminution de la diversité biologique. Le manque de précautions des industriels a eu pour résultat la pollution des eaux : à proximité des champs pétrolifères, les grandes fuites de pétrole ont pollué durablement les eaux environnantes; dans des grandes villes comme Bogota, Cali ou Medellin, l'eau est polluée par des métaux lourds. D'ailleurs, durant mon voyage, je n'ai jamais vu dans un restaurant un client boire l'eau du robinet !

Par ailleurs, j'ai rencontré un agriculteur se plaignant de l'importante baisse, depuis plusieurs années, des précipitations dans son secteur montagneux.

L'ensemble de ces méfaits ont contribué à conscientiser la population à l'écologie. Ainsi, j'ai pu voir à Bogota une manifestation notable à vélo en faveur de ce mode de locomotion. D'ailleurs, cette ville aura connu durant l'année 2015, trois journées « sans auto ni moto ».

En matière d'hygiène publique, les autorités ont tendance à mettre le « paquet ». Même dans les petites agglomérations j'ai pu voir l'existence d'un ramassage public des ordures ménagères ainsi que la présence de nombreux balayeurs de rue. 82% des foyers sont couverts par le ramassage des ordures[■], 77% par le tout-à-l'égout[■].

Une santé publique en danger

La santé publique pâtit, elle aussi, des contractions budgétaires. Certes, le pays est bien couvert en infrastructures : dans une zone montagneuse j'ai pu voir un centre de santé ambulancier ; 96% de la population paysanne a accès à un centre de soin[■] ; 94% de la population est théoriquement couverte par l'assurance maladie[■]. Mais l'étranglement financier que connaissent aujourd'hui les hôpitaux publics fait que ceux-ci ne peuvent plus accomplir entièrement leur mission. Ce qui a provoqué, durant mon séjour, des manifestations

dans tout le pays. À noter que les Colombiens fument très peu.

Dans ces conditions, la situation de la santé en Colombie est moyenne pour la région. En effet, si on compare les taux de mortalité infantile, la Colombie (15%[▲]) a un taux supérieur à ceux du Venezuela (13%[▲]) et du Pérou (14%[▲]) mais inférieur à celui de l'Équateur (20%[▲]).

Enfin, si l'avortement n'est autorisé que dans des cas exceptionnels, le détournement de la loi fait qu'il est pratique courante mais à condition d'avoir les moyens de le financer.

Une faible attention politique

Quand j'ai dit à un militant que je trouvais que les Colombiens se souciaient peu de la politique, celui-ci m'a répondu que c'était parce qu'ils avaient peur. En effet, il n'y a pas que les syndicalistes qui se font assassiner : en dix ans, 55 leaders de mouvements s'opposant aux constructions hydrauliques l'ont été également[•]. En plus des assassinats, il y a de nombreux prisonniers politiques : 9 000[•], dont un dirigeant de la centrale syndicale CUT, un dirigeant du Parti Communiste et des militants de défense des Droits de l'Homme. Parmi ces prisonniers, on ne compte que 10% de membres d'un des deux groupes armés rebelles actuels, à savoir les FARC et l'ELN (Armée de Libération Nationale)*.

Durant mon séjour se déroulait la campagne des élections municipales ; elle consistait essentiellement en l'affichage de banderoles ou en la peinture de fresques dont le contenu des unes comme des autres était assez insignifiant. La faible participation électorale confirme ce désintérêt à l'égard de la politique : 40% de participation au premier tour de la dernière élection présidentielle[‡].

Vers la fin de la guerre ?

L'aide militaire massive apportée par le gouvernement étasunien à celui de Colombie à partir de 2000, dans le cadre du « plan Columbia », pour l'aider à combattre les narcotrafiquants et les armées rebelles révolutionnaires a incité le Président colombien Uribe (2002-2010) à pratiquer à l'égard de celles-ci la guerre à outrance ; alors que des pourparlers de paix entre les FARC et le gouvernement colombien avaient auparavant eu lieu. Il faut savoir qu'il y a sept bases militaires étasuniennes en Colombie. Si l'armée colombienne a alors remporté des succès, elle n'a pas pour autant anéanti les FARC, qui ont alors changé de tactique. Celle-ci consiste aujourd'hui à tendre des embuscades, à procéder à des harcèlements, à poser des mines anti-personnelles, à saboter les oléoducs. Si les mines anti-personnelles ont également touché des civils, 68% des victimes ont été des éléments de l'armée colombienne[■].

Et en 2010-2012, les forces répressives colombiennes ont encore subi d'importantes pertes : 1 130 mises hors de combat, 336 soldats tués*. Durant la même période, 250 000 civils ont rejoint la ville à cause de la guerre*. Parallèlement, les fumigations aériennes dans les régions productrices de plantes hallucinogènes ont pris une grande ampleur : 15 000 km² touchés[■].

C'est dans ce contexte que se sont ouvertes à l'automne 2012 des négociations à La Havane entre les FARC et le gouvernement colombien dirigé par Juan Manuel Santos. Au même moment, les FARC décrétèrent un cessez-le-feu unilatéral qui s'est achevé en janvier 2013. Depuis, il y en a eu quatre autres. Le dernier a débuté en juillet 2015. Aucun de ces cessez-le-feu ne fut suivi d'une mesure réciproque de la part du gouvernement. Les négociations avancent mais très lentement. Les principaux sujets de discussion concernent la redistribution des terres, les plantes hallucinogènes, la forme de jugement des protagonistes.

Jean-François Le Dizès
Auteur de « globe-trotter, carnets de voyage d'un
bourlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan

Sources chiffrées :

- # Wikipedia
- * « Solución política y proceso de paz en Columbia » coordonné par Jairo Estrado ; éditions Ocean Sur, 2013.
- ▼ « Las guerras de la agricultura colombiana 1980-2010 » de Dario Fajardo ; éditions ILSA, Bogota, 2014.
- Le bimensuel « Voz », Bogota.
- Le quotidien « El Tiempo », Bogota.
- ▣ La revue « Desde abajo », Bogota.
- ◀ La Fecode (Fédération colombienne des Enseignants).
- ▼ Parti Communiste de Colombie.
- ▲ UNICEF

Calendrier

Quand	Quoi	Où
<i>Jeudi 26 novembre 19h30</i>	Conférence-débat sur « la Sécu vous appartient » avec Bernard Friot et Michel Cialdela, organisée par Antigone	Antigone
<i>Dimanche 29 novembre 14h30</i>	Manifestation pour le climat , organisée par un collectif d'organisation dont Ensemble	Jardin de ville de Grenoble
<i>Lundi 30 Novembre 20h30</i>	Conférence-débat sur « les conflits explosifs du Moyen-Orient » avec Jean-Paul Burdy et Jean Marcou, organisée par les Amis du Monde diplomatique	CTM, 15 chemin de la Carronnerie Meylan
<i>Mercredi 2 décembre 20h</i>	<i>Meeting régional de la liste du Rassemblement de gauche écologiste et citoyen</i> <i>avec Jean-Charles Kohlhaas (Tête de liste), Corinne Morel Darleux (Porte-parole), Cécile Dufлот, Francis Sitel (Ensemble!), Liêm Hoang-Ngoc (Nouvelle Gauche Socialiste) et Eric Piolle</i>	Grenoble Jardin de Ville
<i>Vendredi 11 décembre 14h</i>	Ateliers de la Coopération décentralisée et de la Solidarité internationale , organisés par la municipalité de Grenoble	Maison de l'International Grenoble

Gauche Alternative mensuel d'Ensemble-Isère
ISSN 0998-84 67
n° de CPPAP : 0517 P 10 865
42 rue Saint-Laurent
38 000 Grenoble.
Tel. 04 76 24 13 31
Directeur de publication :
Jean-François Le Dizès
Tirage : 350 exemplaires
Impression : Euro-Prim 47 avenue
Alsace Lorraine
38 000 Grenoble
Courriel : contact@ensemble-isere.org
Site : ensemble-isere.org

Bulletin d'abonnement

Nom :
Prénom :
Adresse :

Courriel :
Abonnement pour 10 numéros : 10 euros
Pour les économiquement faibles (chômeurs, prestataires de revenus minimum, étudiants, lycéens) : 3 euros (fournir une attestation)
Abonnement de soutien à partir de 20 euros
Chèques à l'ordre de : les Alternatifs-Isère

Bulletin d'adhésion

Nom :
Prénom :
Adresse :

Tel.
Courriel:

Ont participé à ce numéro : Mariano Bona, Jo Briant, Gilles Kuntz, Jean-François Le Dizès, Brigitte Pinède et Noelle Thorent.